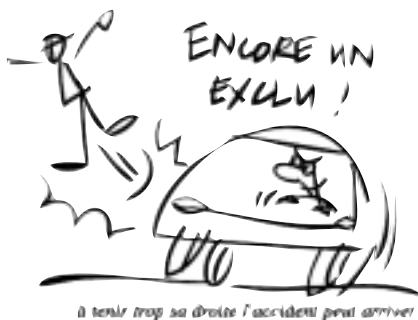


Une droite dure et agressive

Editorial

En ce début d'automne, les sujets d'inquiétude sont nombreux.

Le Medef, lui, se réjouit du sens des réformes et appelle son porte-parole, le gouvernement, à accélérer les transformations. Pourtant l'été a confirmé la nocivité de sa politique. Loin de répondre aux exigences sociales qui ont marqué les luttes ces derniers mois, elle détruit l'emploi salarié et conduit à un désastre social et sanitaire.



Pour la première fois depuis des années, l'emploi salarié recule en France. Au total c'est plus de chômeurs, plus de précarité, plus de plans sociaux et de licenciements économiques, moins de retraite, moins d'allocations

de fin de droit et moins de santé. Les mesures qui sont prises renforcent la séparation entre riches et exclus : c'est la cohésion sociale qui est en jeu. La pérennité de nos régimes de retraites n'est pas assurée au-delà de 2008, non plus qu'une protection sociale et une politique de santé de haut niveau que la droite s'apprête à réduire.

La loi votée sur les retraites comme les attaques annoncées contre les 35 heures, sont sous-tendues par une même philosophie : travailler plus pour gagner moins. Cette loi porte un coup à la retraite solidaire, fragilise la répartition. L'objectif de pension à 85 % du Smic n'est pas garanti et la prise en compte de la pénibilité du travail est renvoyée à la négociation collective avec le Medef.

La canicule a révélé au grand jour les limites et les carences des services publics (notamment de la santé, de la protection contre les incendies, de la fourniture d'électricité), et les responsabilités de l'Etat. Les différents problèmes qui en découlent trouvent leur ancrage dans les politiques menées depuis des années. Et le Medef, sans vergogne, demande encore de nouvelles réductions des dépenses publiques, bien dans la ligne des directives

européennes préconisant la déréglementation des services publics.

Alors que 300 000 personnes (dont certains clamartiens) se sont rassemblées cet été sur le plateau du Larzac pour dire non au développement tout libéral, elles ne sont même pas entendues par le gouvernement. Et plus fort encore, un de ses représentants, son porte-parole J-F Copé (par ailleurs candidat UMP aux régionales en Ile-de-France) s'allie à l'extrême-droite au Conseil Régional pour refuser une subvention au Forum Social qui doit se tenir à Saint-Denis du 12 au 15 novembre.

La décentralisation (la droite tient presque toutes les régions) comme la fiscalité (-3% d'un côté et beaucoup plus de l'autre côté) renforceront les attaques contre la cohésion sociale et la solidarité.

Nous sommes persuadés que le premier pas que nous devons faire vers la solution de ces problèmes c'est celui de la solidarité autour de nous, de la solidarité dans la commune. Parce que nous discuterons ensemble, ici et autour de nous, alors le lien social se renforcera, et ce sera l'affirmation de notre refus d'accepter la fracture sociale qu'on veut nous imposer.

g *Manu*

Toujours plus pour la démocratie !

A Clamart, la gauche prenant les rênes de la Municipalité, nous avons pensé que le mot "Démocratie" prendrait un nouveau sens, son sens réel. Et ce fut le cas, pendant un temps. A l'époque, les élus d'AC travaillaient avec les différents groupes de la majorité. Ainsi nous avons vu naître : les conseils de quartier et leur Charte, la possibilité pour les citoyens d'interpellier le Conseil Municipal grâce à un nouveau règlement, la possibilité pour les représentants des conseils de quartier de s'exprimer une fois par an lors d'un Conseil Municipal... Après avoir ignoré les idées des différents groupes de sa majorité, le maire se dévoile publiquement, en s'attaquant à l'existence même des oppositions. Depuis le début de l'année, avec une forte accélération depuis la rentrée, les acquis que nous avions impulsés sont totalement remis en cause :

censure d'une tribune de la droite, refus de reconnaître les différents groupes représentés dans l'opposition en les assimilant dans une même tendance mais laquelle ?!..., **Refus du maire d'appliquer la proportionnelle pour l'élection au conseil d'administration de l'OPAC** (nouveau statut de l'OPHLM) : un seul représentant de l'opposition (Christian Nachon d'alternative Clamartienne) a été élu au lieu de deux comme l'imposait la règle. Fait amusant, on notera au passage, que dans une telle situation la majorité condescendante semble se souvenir de notre appartenance à la gauche ! Cette négation de la pluralité ne fait que démontrer le peu d'assurance de l'actuelle majorité dans ses convictions.

Domage car nous ne pouvons nier que des avancées aient eu lieu et qu'elles aient marqué

une différence notable entre l'ancienne et l'actuelle majorité.

Nous sommes d'autant plus désolés de ces dérives - auxquelles la droite nous avait habitués pendant 30 ans - que la trame de fond Clamartienne a toujours été la démocratie et spécialement la démocratie locale. **Donner la liberté d'expression aux opposants équivaut à donner la parole à près de la moitié de la population.** Respecter la proportionnelle dans les commissions municipales est une garantie de transparence et permet à tous les courants représentés de se faire entendre.

Etant attachés aux valeurs de gauche qui sont le fondement même d'Alternative Clamartienne, nous ne pouvons cautionner ce genre de méthodes.

g *Violaine, Lucile et Valérie*